

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

3^e Année, n° 129

Du 21 au 27 juin 1985

POLITIQUE

Le Parlement Européen dénonce les violations continues
Des parlementaires allemands opposés à l'aide au Guatemala
Des réserves sont émises à l'étranger
Arrivée de Schlaudeman
L'Armée, le parti le mieux organisé

ECONOMIE

De nouveaux impôts à l'étude
Les chefs d'entreprises soumis aux pressions de l'Ambassadeur américain
L'Archevêque condamne les spéculations

CONTRE-INSURRECTION

L'Armée capture des paysans

INSURRECTION

Violent combat à San Marcos
Attaque d'un détachement militaire
Les insurgés s'emparent de 6 propriétés
Harcèlement de soldats gouvernementaux

SITUATION SOCIALE

L'OIT parle d'une politique anti-syndicale
Selon les professeurs, la situation empire

DROITS DE L'HOMME

Enlèvements de délégués d'étudiants
Séquestration de 4 paysans
Enlèvement de 3 femmes
Le GAM en appelle à la solidarité
On réclame le retour des disparus

POLITIQUE

LE PARLEMENT EUROPEEN DENONCE LES VIOLATIONS CONTINUES

Le 24 juin, à Bruxelles, Belgique, on apprenait que le Parlement européen avait approuvé, le 13 juin dernier, une proposition de résolution pour un nouveau traité de coopération politique et économique entre les membres de la Communauté Economique Européenne -CEE- et les pays d'Amérique Centrale à l'exclusion, toutefois du Guatemala et du Salvador.

La majorité des représentants parlementaires, conservateurs et démocrates-chrétiens réunis, estiment que dans ces deux pays "les violations des Droits de l'Homme par l'Etat perdurent". C'est ce qui explique que la CEE s'abstiendra de fournir une aide quelconque à ces régimes.

DÉS PARLEMENTAIRES ALLEMANDS OPPOSES A L'AIDE AU GUATEMALA

Le 23 juin, divers partis politiques de la République Fédérale d'Allemagne ont proposé de soustraire l'aide fournie par leur gouvernement au régime militaire guatémaltèque étant donné que les effets de la dite aide s'avèrent nuls de par les violations continues des Droits de l'Homme.

Pour le parti socio-démocrate, au Guatemala, "l'Etat est responsable des assassinats", le parti écologiste quant à lui a souligné "qu'en dépit des allégations du Ministre des Relations Extérieures guatémaltèque, Fernando Andrade, les Droits de l'Homme sont systématiquement violés au Guatemala".

Pour sa part, le président de la Jeunesse Démocrate-Chrétienne, Christoph Bohr, a fait savoir que le régime guatémaltèque "devrait pouvoir démontrer, preuves à l'appui que la situation des Droits de l'Homme s'est véritablement améliorée".

DÉS RESERVES SONT EMISES A L'ETRANGER

Le 25 juin, le Ministre des Relations Extérieures, Fernando Andrade, de retour au Guatemala après quinze jours de visites à l'étranger, a reconnu que divers pays étrangers émettent encore des réserves eu égard "aux supposées violations des Droits de l'Homme qui se produiraient au Guatemala".

Andrade a souligné les changements d'attitude positifs adoptés par la Maison Blanche envers le Guatemala au cours des derniers mois.

Le Ministre des Relations Extérieures a souligné qu'il avait, durant son séjour aux Etats-Unis, au l'occasion de s'entretenir avec le Secrétaire d'Etat, George Shultz ; le Conseiller Nationale de Sécurité, Robert McFarlane ; le Directeur de l'Agence Internationale pour le Développement, Peter McPherson ; le Sous-Secrétaire d'Etat, Langhorne Motley ; ainsi que certains législateurs.

ARRIVEE DE SCHLAUDEMANN

Le 24 juin, l'Ambassadeur Itinérant des Etats-Unis, Harry Schlaudeman, arrivait à l'improviste au Guatemala et s'entretenait avec le Ministre des Relations Extérieures, Fernando Andrade.

Schlaudeman a fait savoir que sa visite avait pour objet, "une consultation entre gouvernements amis" et pour but d'obtenir des informations quant à la situation en Amérique Centrale.

Pour le diplomate, l'attitude du Nicaragua est négative. En effet ce pays cherche à introduire dans les réunions du groupe de Contadora la notion "d'aide humanitaire" pratiquée par les Etats-Unis, l'Administration Reagan, en faveur des contre-révolutionnaires nicaraguéens.

L'ARMEE, LE PARTI LE MIEUX ORGANISE

Le 23 juin, le dirigeant socio-démocrate, Cesar Augusto Toledo Penate, affirmait que l'Armée guatémaltèque constituait le parti politique le mieux organisé du pays. Toledo Penate mettait, de la sorte, en doute la validité et les objectifs du "processus de démocratisation" lancé par le gouvernement militaire. Ce processus devrait atteindre son apothéose en novembre prochain, avec l'élection d'un président civil.

Pour Toledo Penate, Secrétaire Général du Front Uni de la Révolution -FUR-, "les forces armées peuvent faire pencher la balance en faveur d'un parti déterminé au cours des prochaines élections" et, en outre, il signale que les décisions politiques principales à prendre dans le pays sont l'apanage de l'Armée.

Cet homme politique signale que "tout le monde sait pertinemment bien qu'il ne peut exister d'Armée démocratique".

ECONOMIE

DE NOUVEAUX IMPOTS A L'ETUDE

Le 23 juin, le quotidien El Gráfico stipulait que le gouvernement militaire étudie la possibilité d'imposer un nouvel ensemble d'impôts et d'autres mesures économiques en dépit de l'opposition manifestée par le secteur privé. Ces nouvelles dispositions auraient pour but de soulager le poids de la crise économique qui sévit dans le pays.

Au cours de ses dernières déclarations, le Chef de l'Etat a laissé entendre que ce nouvel ensemble d'impôts n'est autre que celui déjà décidé en avril dernier mais non-appliqué à la suite des pressions exercées par les chefs d'entreprises.

LES CHEFS D'ENTREPRISES SOUMIS AUX PRESSIONS DE L'AMBASSADEUR AMERICAIN

Le 23 juin, on publiait dans le journal Prensa Libre; l'appel lancé par l'Ambassadeur américain, Alberto Martinez Piedra au cours d'une conférence organisée à l'attention de l'Association patronale du Guatemala. Cet appel consistait en quelques formules : payer les impôts, éviter les profits exagérés et respecter la législation du travail.

Le diplomate leur a rappelé que "s'ils ne respectaient pas leur responsabilité sociale et s'ils n'affichaient pas une position plus humaine en cette période, l'Etat se verrait dans l'obligation d'intervenir". Ce discours peut être assimilé à un avertissement pour le secteur productif des risques qu'il encourt s'il en venait à ne pas respecter les mesures fiscales prévues par le gouvernement.

Martinez Piedra a également ajouté que "ce n'est qu'en respectant ces conditions que l'on pourra sauver la société qui est la nôtre". A l'inverse on assisterait à "une violente lutte des classes" qui culminerait avec le triomphe de la révolution.

L'ARCHEVEQUE CONDAMNE LES SPECULATIONS

Le 22 juin, l'Archevêque de la métropole, Prospero Penados del Barrio, lançait un appel au secteur des entreprises pour que ces dernières ne cherchent plus à "faire d'énormes profits au détriment et grâce à la pauvreté d'autrui".

Pour Penados, le rôle de l'Eglise durant la crise économique que traverse le pays "est de permettre la prise de conscience". "D'aucuns se prétendent catholiques alors qu'ils sont de riches propriétaires fonciers ou immobiliers et qu'ils n'arrivent pas à prendre conscience, en tant que chrétiens, du devoir d'aider autrui".

L'Archevêque signale, en outre, que cette situation de famine et de chômage provoque le désespoir chez de nombreuses familles qui en arrivent à devoir faire feu de tout bois pour assurer leur survie.

CONTRE-INSURRECTION

L'ARMEE CAPTURE DES PAYSANS

Selon des communiqués de presse, rendus publics le 25 juin, des effectifs des forces armées ont capturé 41 paysans indigènes -7 hommes, 14 femmes et 21 enfants- au cours d'actions contre-insurrectionnelles effectuées durant la troisième semaine de juin dans les montagnes du Nebaj, situées dans le département occidental de El Quiché.

Les paysans qui fuyaient les opérations de l'Armée effectuées dans la région, ont été conduits à la base militaire de Santa Cruz, à El Quiché, d'où ils seront ensuite envoyés dans des pôles de développement, véritables camps de peuplement créés de toute pièce et dirigés par l'Armée.

Selon la même information, les paysans manifestent "des symptômes graves de malnutrition et d'autres affections endémiques" provoquées par le fait qu'ils se sont vu forcés de traverser la forêt pour fuir le harcèlement infligé par les militaires.

INSURRECTION

VIOLENT COMBAT A SAN MARCOS

Le 21 juin, un communiqué rebelle signalait qu'après un combat acharné, des unités de l'ORPA ont réussi à repousser, le 19 juin, une violente attaque de l'Armée. La dite attaque avait été précédée d'un bombardement d'environ huit heures dans les montagnes de la municipalité El Tumbador, située dans le département occidental de San Marcos.

Après le bombardement, certains contingents de l'Armée ont afflué de diverses directions vers une position rebelle. A la suite d'un violent combat, les insurgés sont parvenus à infliger 8 pertes aux soldats de l'Armée régulière. Ils ont également pris un équipement de radio-communication. Pour sa part, l'ORPA déplore une perte au sein de ses effectifs.

ATTAQUE D'UN DETACHEMENT MILITAIRE

Le 20 juin, un communiqué rebelle faisait savoir que des forces de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- ont attaqué, le 17 juin en fin d'après-midi, la garnison militaire de la plantation de café "La Concha", située dans le département de Suchitepequez, au sud-ouest du pays, occasionnant de la sorte 5 pertes aux troupes qui s'y trouvaient stationnées.

Selon cette même information, après l'attaque, l'Armée a riposté avec un feu de mortiers dirigé aux alentours de la plantation, mais en vain.

Un communiqué émanant du Bureau des Relations Publiques de l'Armée reconnaît les faits et signale la mort d'un soldat et le fait que certains autres effectifs ont été blessés au cours de l'opération.

LES INSURGES S'EMPARENT DE 6 PROPRIETES

Le 17 juin, des forces de l'ORPA ont occupé les plantations agricoles suivantes : "Bolivia", "Madrid", "El Arco" et, "Colima Pamaxan" dans le département de Suchitepequez ; "Argentina" et, "El Suspiro" dans celui de San Marcos. Les effectifs de l'ORPA ont alors organisé des réunions politiques avec les habitants et distribué des tracts.

HARCELEMENT DE SOLDATS GOUVERNEMENTAUX

D'après un communiqué rebelle, les Forces Armées Rebelles ont harcelé une compagnie de l'Armée gouvernementale, le 20 juin, près du fleuve Salinas, dans un endroit connu comme le Tiro Municipal, situé dans le département septentrional de El Peten.

L'information ajoute qu'un des effectifs militaires a trouvé la mort au cours de l'offensive.

SITUATION SOCIALE

L'OIT PARLE D'UNE POLITIQUE ANTI-SYNDICALE

La 71ème Conférence de l'Organisation Internationale du Travail -OIT- s'achevait, le 18 juin, à Genève, avec le rejet unanime de la politique anti-syndicale pratiquée par le gouvernement du Général Oscar Mejia Victores. Un appel fut également lancé au Chef d'Etat guatémaltèque pour que soient respectés les droits du travail et libérés les dirigeants ouvriers détenus dans des prisons clandestines.

SELON LES PROFESSEURS, LA SITUATION EMPIRE

Un communiqué émanant du Comité d'Urgence du Magistère National, rendu public le 24 juin, souligne que les deux coups d'Etat qui ont suivi le gouvernement de Romeo Lucas n'ont nullement modifié la situation nationale; que du contraire celle-ci ne cesse de se détériorer portant surtout préjudice aux classes populaires.

L'Organisation du Magistère signale, en outre, que la répression, le chômage, le coût élevé de la vie et la diminution des salaires réels sont des signes évidents de l'aggravation de la crise qui sévit dans le pays. Elle a également lancé un appel à l'unité des professeurs pour faire face à la crise.

DROITS DE L'HOMME

ENLEVEMENTS DE DELEGUES D'ETUDIANTS

Le 22 juin, les forces gouvernementales enlevaient le délégué des étudiants, Vladimir Amaño Hernandez, Secrétaire de l'Association des Etudiants de la Faculté d'Economie, à l'Université Nationale de San Carlos.

De même, l'étudiant en Droit, Ovidio de Jesús Cartagena Cabrera, stagiaire dans un cabinet de l'Université de San Carlos, a été enlevé, le 24 juin, par des hommes armés qui, selon les témoins, l'ont enlevé "en toute impunité et de façon brutale" en dépit de la présence non loin de là de policiers.

SEQUESTRATION DE 4 PAYSANS

Le 22 juin, 4 personnes étaient enlevées dans la bourgade El Milagro, à Masagua, dans le département de Escuintla, par des hommes armés, identifiés comme appartenant aux forces de sécurité, par les proches des victimes et divers témoins.

Les victimes répondent aux noms de : Pedro Alcantara Larios, Miguel Angel Alcantara Garcia, Genaro Car Coroy et Agustin Ortiz Perez.

Anselmo Alcantara, fils d'une des victimes a précisé que les agresseurs sont arrivés au cours de la nuit dans la bourgade et après avoir contrôlé l'identité de son père, ils ont violé le domicile familial, brutalisé les proches et emmené son père dans un véhicule sans plaques d'immatriculation à bord duquel se trouvait également trois autres villageois.

ENLEVEMENT DE TROIS FEMMES

Le 21 juin, au cours de la nuit, Madame Mariana Asjip Coyote et ses deux filles Lorinda Maria et Isabel Yoc Asjip ont été enlevées par des effectifs des forces de sécurité gouvernementales qui ont assiégé leur demeure dans le village Xaquila, municipalité de Patzun, située dans le département central de Chimaltenango.

Les agresseurs ont enfoncé la porte d'entrée, surprenant de la sorte les trois femmes, et les ont emmené violemment à bord d'une jeep militaire. C'est en février dernier que se produisait dans le même village une tuerie.

LE GAM EN APPELLE A LA SOLIDARITE

Le 18 juin, le Groupe d'Appui Mutuel -GAM- s'adressait à Genève, au Centre des Droits de l'Homme des Nations Unies pour demander à la solidarité internationale de s'organiser pour surmonter les moments pénibles qui accompagnent leur recherche des détenus et disparus politiques au Guatemala. Moments pénibles du fait du climat de terreur que font régner dans le pays, les autorités militaires.

Les représentants du GAM font savoir que depuis l'institutionnalisation au Guatemala de la répression politique en 1966 jusqu'à aujourd'hui, on recense 36 000 disparus. Ils ont également rappelé que le gouvernement du Général Mejía Victores décrétait, en mars dernier, que le fait de rechercher les disparus constitue une activité subversive assimilée à une attaque portée contre la sécurité de l'Etat.

ON RECLAME LE RETOUR DES DISPARUS

Le 21 juin, des centaines de proches de personnes disparues, principalement des femmes, se rassemblaient en face de la cathédrale de la métropole comme point de départ d'une marche pacifique qui allait les conduire au Palais National aux fins d'obtenir le retour de leurs êtres chers.

Une des dirigeantes du Groupe d'Appui Mutuel a précisé à la fin de la manifestation que le gouvernement "devrait leur rendre des comptes avant la passation des pouvoirs".

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX